



REPUBLIQUE DU BENIN

Ministère d'Etat Chargé de l'Enseignement Supérieur
et de la Recherche Scientifique

UNIVERSITE D'ABOMEY-CALAVI
(UAC)

FACULTE DES SCIENCES ECONOMIQUES ET DE GESTION
(FASEG)



Mémoire présenté en vue de l'obtention des crédits associés aux diplômes de
LICENCE PROFESSIONNELLE EN SCIENCES ECONOMIQUES

Option : Economie

Spécialité : Analyse et politique de développement

THEME

***IMPACT DES DEPENSES PUBLIQUES DANS
L'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL AU BENIN***

Présenté par :

Towanou ABALO

&

Wadoudou MAKPENON

Sous la Direction du :

Tuteur de stage

Mr Marc MEGAN

Administrateur à la DA

Maître de mémoire

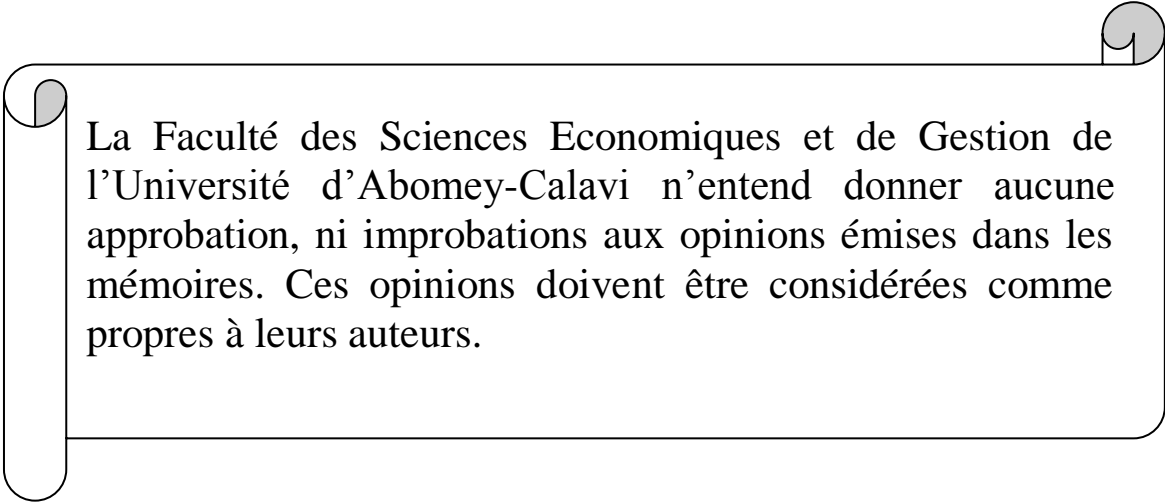
Dr Alain BABATOUNDE

Enseignant à la FASEG

Année Académique : 2014-2015

Mai 2015

AVERTISSEMENT



La Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de l'Université d'Abomey-Calavi n'entend donner aucune approbation, ni improbations aux opinions émises dans les mémoires. Ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

DEDICACES

Je dédie ce mémoire en reconnaissance à

- ma mère HonyikèDOSSOUVI, à mon père
- Djohn ABALO et à mes Frères et Sœurs.

Towanou ABALO

Je dédie ce mémoire en reconnaissance à

- ma mère Antoinette KITTI, à mon père
- Arouna MAKPENON et à mes Frères et Sœurs.

Wadoudou MAKPENON

REMERCIEMENTS

Ce travail n'est pas une œuvre de nos seuls efforts. Plusieurs personnes d'une manière où d'une autre ont contribué efficacement à son aboutissement. Que toutes ses personnes trouvent ici, l'expression de nos profondes gratitude et reconnaissances. En particulier au Créateur des cieux et de la terre, Maître de la sagesse, de l'intelligence, et de la connaissance qui nous fait toujours compter parmi les vivants à travers sa grâce.

Nos sincères et respectueux remerciements:

- Au Professeur Charlemagne IGUE, Doyen de la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de l'Université d'Abomey-Calavi (FASEG /U.A.C)
- Au Docteur Alain BABATOUNDE, qui n'a ménagé aucun effort, malgré ses occupations extra-universitaires, pour la bonne réussite de ce mémoire en qualité de conseil, de pédagogie, de guide, de rigueur, d'exigence et d'encouragement.
- A tous les messieurs et mesdames du corps professoral de la FASEG/ qui ont su nous donner durant les trois années de formation dans la Faculté; des connaissances, des savoirs faire et êtres ayant participé à la rédaction de ce mémoire.
- A monsieur Marc MEGAN pour sa disponibilité, et sa courtoisie à nous écouter lors des trois mois qu'à durer notre stage.
- A monsieur François ANAGONOU, Ingénieur Statisticien à la DGAE
- A tous nos camarades de l'Analyse de Politique de Développement, de l'Economie en générale et surtout nos Frères, ami(e)s de près ou de loin qui ont participé à la réalisation de ce travail scientifique.

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

MEF : Ministère de l'Economie et des Finances

DGAE : Direction Générale des Affaires Economiques

DGID : Direction Générale des impôts et des Domaines

INSAE : Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique

DA : Direction des Assurances

DIR : Direction de l'Intégration Régionale

DGE : Direction Générale de l'Economie

SP : Secrétariat Permanent

SCRP : Stratégies de la Croissance pour la Réduction de la Pauvreté

DSRP : Document des Stratégies pour la Réduction de la Pauvreté

PAS : Programme d'Ajustement Structurel

OMD : Objectifs du Millénaire pour le Développement

PED : Pays en voie de Développement

PIB : Produit Intérieur Brut

C : Consommation

BM : Banque Mondiale

FMI : Fonds Monétaire International

UEMOA : Union Economique Monétaire Ouest Africaine

CEDEAO : Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest

DP : Dépenses Publiques

NEP : Niveau d'Education Primaire

NES : Niveau d'Education Secondaire

NET : Niveau d'Education Tertiaire

ADF: Augmented Dickey-fuller

DW: Durbin Waston

SOMMAIRE

Avertissement	ii
Dédicaces	iii
Remerciements	iv
Sigles et abréviations	v
Liste des tableaux et graphiques	viii
Résumé/Abstract	ix
Introduction	1
Chapitre I : Cadre institutionnel, théorique et méthodologique de l'étude	3
Section I : cadre institutionnel et théorique	4
Paragraphe 1: Présentation du cadre de l'étude et activités de stage	4
Paragraphe 2 : Problématique, objectifs et hypothèses	9
Section II : Revue de littérature et méthodologie	12
Paragraphe 1 : Revue de littérature	12
Paragraphe 2 : Méthodologie	20
Chapitre II : Résultats, interprétation, validation des hypothèses, limites recommandations	23
Section I : Résultats : présentation, analyse et interprétation	24
Paragraphe 1 : Présentation des résultats	24
Paragraphe 2 : Validation des hypothèses	30
Section II : Limites et recommandations	31
Paragraphe 1 : Limites de l'étude	31
Paragraphe 2 : Recommandations	31
Conclusion.....	33
Annexe	34
Bibliographie	41

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Evolution des dépenses publiques au Benin de 1970-2010	24
Graphique 2 : Evolution du niveau d'éducation par secteur	25
Graphique 3 : Nuage de point DP et NEP	26
Graphique 4 : Nuage de point DP et NES	27
Graphique 5 : Nuage de point DP et NET	28

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Test de corrélation entre DP et NEP.....	26
Tableau 2 : Test de corrélation entre DP et NES.....	28
Tableau 3 : Test de corrélation entre DP et NET.....	29
Tableau 4 : Test de Causalité de Granger entre les variables.....	30

RESUME

Dans le cadre de réduire le taux de chômage et de concrétiser les réflexions relatives à l'efficacité du capital humain en majorité dans l'UEMOA, il convient alors de s'interroger sur l'efficacité des dépenses publique dans l'enseignement professionnel au Benin. L'objet de la présente étude qui couvre la période 1970-2010 (repartie en période de 5ans) est d'apprécier l'impact des dépenses publiques dans les enseignements professionnels secondaire et supérieur au Benin, et de déterminer l'efficacité comparée des dépenses publiques dans les trois sous-secteurs de l'enseignement professionnel (primaire, secondaire et tertiaire). A l'aide des méthodes de corrélation linéaire et de causalité, les résultats montrent qu'il y a une forte corrélation entre toutes les variables et que seule la variable niveau d'éducation tertiaire (NET) cause la variable dépense publique (DP). Mais les résultats de l'analyse descriptive montrent que l'investissement dans chaque secteur de l'enseignement professionnel est négativement significatif car il n'a pas encore atteint le seuil de rendement positif dans le système éducatif sauf le secteur primaire où d'énormes efforts ont été menés ces dernières années. Ainsi, si le Benin veut une efficacité du capital humain et d'augmenter le taux d'emploi, il est important d'orienter les apprenants vers les secteurs d'enseignements professionnels porteurs, afin de trouver l'efficacité de ses dépenses allouées à l'enseignement.

SUMMARY

As part of reducing the unemployment rate and achieve the reflections on the effectiveness of human capital mainly in the UEMOA, it is then appropriate to question the effectiveness of public spending on vocational education in Benin . The purpose of this study, which covers the period 1970-2010 (distributed during 5 years) is to assess the impact of public spending on secondary and higher vocational education in Benin and determine the comparative effectiveness of spending public in the three sub-sectors of vocational education (primary, secondary and tertiary). Using the methods of linear correlation and causality, the results show that there is a strong correlation between all variables and that only the variable tertiary education (NET) because the variable public expenditure (DP). But the results of the descriptive analysis show that investment in each vocational education sector is negatively significant because it has not yet reached the positive performance threshold in the education system except the primary sector, where huge efforts have been conducted in recent years. Thus, if one wants Benin efficiency of human capital and increase the employment rate, it is important to orient learners to areas holder's vocational courses, to find the efficiency of its spending on the education.

Introduction

Entre 1960-1986, l'enseignement en général dans la zone UEMOA est marquée par un suivisme en matière d'administration dont la référence est le système administratif colonial. Tout le monde veut aller à l'école des blancs. On veut abandonner sa culture au profit de la culture blanche. En réalité l'éducation d'alors (époque) était destinée que pour servir dans les locaux administratifs afin d'éviter l'insuffisance de la main d'œuvre dans les administrations d'une part et d'accroître la performance de l'économie d'autre part. L'objectif était atteint. Mais l'évolution exponentielle de la démographie par rapport à la disponibilité limitée des ressources allouées à l'enseignement professionnel va bouleverser la politique de chaque Gouvernement de la zone UEMOA en particulier au Benin. Le but était l'adéquation besoin du marché du service administratif issu d'une formation de qualité. Ainsi, en 1986 suite aux réformes des politiques de développement, le système d'enseignement va connaître un changement afin de permettre aux jeunes formés de s'auto employer. Cette nouvelle décision pose un problème car la psychologie des uns et des autres n'était plus de finir l'école et de chômer ou encore de finir et se demander quoi entreprendre, mais plutôt d'être embauché directement dans une fonction publique.

Le pessimisme des uns et des autres pouvait faire croire que sans dépenses publiques, qu'on pouvait accéder à un enseignement de qualité. Au contraire les dépenses publiques constituent un élément catalyseur pour accélérer une formation de qualité et obtenir des capitaux humains qui contribueront à la croissance économique qui représente un majeur souci pour les économistes depuis l'anuit des temps. L'interaction entre croissance économique et capital humain est source de nombreux travaux théoriques et des tentatives de dépenses plus ou moins convaincantes ou innovantes qui expliqueraient les disparités entre les différentes nations dont le Benin en fait partie. L'un des pilonniers de cette idée, Robert SOLOW (1956), où on pouvait comprendre que les ressources endogènes sont nécessaires pour l'efficacité des enseignements professionnels. C'est ainsi que le poids d'un pays dans une économie peut être mesuré par la part de ses dépenses dans le Produit Intérieur Brut (PIB). Aussi que le capital humain détermine la prospérité d'une nation, l'objectif des dépenses publiques doit prendre en compte la satisfaction des besoins collectifs notamment en matière de l'éducation. Pour Adam SMITH (1976) reconnaissant l'importance de l'éducation, dans son livre intitulé la richesse sur la nature et les causes de la richesse des nations, écrit ce qui suit : «l'importance et le rôle du capital humain, provient particulièrement de l'éducation

qui affecte la croissance économique en facilitant l'innovation et l'adéquation de la nouvelle technologie».

En effet, il est à retenir qu'une allocation efficace des dépenses en éducation peut encourager les élèves et étudiants à avoir une passion pour les études.

Au Benin, n'est-ce pas la faible dépense octroyée dans l'enseignement professionnel qui handicape la performance et la qualité des ressources humaines? Qu'elle est la source du chômage voir le sous-emploi au Benin? L'évolution des dépenses publiques (insuffisantes) dans l'enseignement au Benin ne défavoriserait pas les jeunes à fréquenter les écoles, surtout les jeunes filles? Alors il est nécessaire de se poser enfin la question, qu'est-ce qui favorise une formation des cadres compétents et compétitifs pour les besoins d'une économie moderne et capable d'impulser le développement et de promouvoir la recherche scientifique et technologique. Pour répondre à ses questions nous avons fait le choix de ce thème : **«impact des dépenses publiques dans l'enseignement professionnel au Benin »**

Ce travail s'articule autour de deux chapitres. Le premier met en relief le cadre institutionnel, le cadre théorique, et activités de stage, la problématique de l'étude, les objectifs et hypothèses de recherche, la revue de littérature ainsi que la méthodologie adopté au travail. Le deuxième est consacré à la présentation des résultats de nos recherches, à l'interprétation des faits observés et à la validation des hypothèses de recherches, des limites et des recommandations de l'étude.

CHAPITRE I :

CADRE INSTITUTIONNEL, THEORIQUE
ET METHODOLOGIQUE DE L'ETUDE

CHAPITRE I : CADRE INSTITUTIONNEL, THEORIQUE ET METHODOLOGIQUE DE L'ETUDE

Dans ce chapitre, nous présenterons d'abord le cadre institutionnel de l'étude en suite le cadre théorique et enfin la méthodologie.

SECTION I: Cadre institutionnel et théorique de l'étude

Au terme de cette formation en licence en Analyse des Politiques de Développement à la Faculté des Sciences Economique et de Gestion (FASEG) de l'Université d'Abomey-Calavi (UAC), il nous est accordé une opportunité d'effectuer un stage pratique à la Direction Général des Affaires Economiques (DGAE) du Ministère de l'Economie et des Finances (MEF). Le but de ce stage est de se connecter au monde professionnel dans le cadre de la rédaction d'un mémoire de fin de formation. Le dit stage s'est déroulé particulièrement dans la salle des conférences de la DGAE et de la DGID sous la supervision d'un personnel qualifié de la Direction des Assurances (DA). Cette section en particulière sera consacrée à la présentation de l'historique de la DGAE, ses attributions et enfin son organisation et son fonctionnement

Paragraphe 1 : Présentation du cadre de l'étude et activité du stage

1.1 Historique, attribution, organisation et fonctionnement de la DGAE

1.1-1 Historique

A la création, la DIR était dénommée DGE. Elle a été transformée par la suite en Secrétariat Permanent (SP) de la CEAO et était rattachée au Cabinet du Ministère des Finances et l'Economie. C'est ainsi que sous l'autorité du Ministre de l'économie et des finances de l'époque, le nommé Hospice ANTONIO, a été créé la Direction des Affaires Economiques qui s'occupe des dossiers relatifs aux affaires économiques. Les tentatives de l'amélioration de cette direction, ont abouti à une mutation et le secrétariat permanent de la CEAO a été rattaché à la DAE de même que la direction de la prévision. Suite à la dissolution de la CEAO en 1993, et la création de l'UEMOA couplée avec la dévaluation du franc CFA, le Secrétariat Permanent (SP) de la CEAO a été relié au Cabinet du Ministère de l'Economie et des Finances (CMEF). C'est ainsi que l'ex secrétariat de la CEAO/CEDEAO a pris la dénomination du SP/UEMOA, CEDEAO. Enfin la Direction des Affaires Economiques (DAE) est devenue Direction Générale de l'Economie (DGE). Ces différentes processus par la

suite ont donné lieu à une nouvelle appellation DGAE entendue Direction Générale des Affaires Economiques qui est une structure administrative du MEF.

1.1-2 Attributions de la DGAE

Conformément aux dispositions de l'article 56 du Décret n°2005-110 du 11 mars 2005 portant attributions, la DGAE est chargée:

- de proposer au Gouvernement des mesures de politiques économique et financière à court et moyen terme, évaluer leurs effets sur les principales variables macro-économiques et monétaires et suivre leurs mise en œuvre;
- d'élaborer des rapports périodiques sur la conjoncture économique ainsi que des informations prévisionnelles sur l'évolution économique et financière du Benin;
- d'assurer l'analyse des implications à court terme des politiques socio-économiques et sectorielles;
- d'assurer le contrôle de l'Etat sur les opérations et organismes d'assurances, d'œuvrer à la promotion du marché national d'assurances et de veiller à la sauvegarde des intérêts des assurés et bénéficiaires de contrat d'assurances;
- de proposer et suivre l'exécution de la politique d'intégration économique régionale du Gouvernement,
- de suivre la gestion et le contrôle des entreprises publiques, semi-publiques ou entités assimilées;
- de proposer des mesures et actions visant la promotion de l'économie et l'amélioration de l'environnement économique;
- de surveiller et d'analyser les politiques économiques, budgétaires et financières nationales, régionales et internationales mises en œuvre pour en détecter les menaces et saisir les opportunités.

1.1-3 Structure organisationnelle et fonctionnelle de la DGAE

1.1-3.1 Structure organisationnelle de DGAE

La DGAE comprend neuf (09) directions techniques à savoir le Secrétariat Permanent du Comité National de Politique Economique (SP/CNPE); la Cellule de veille Economique et Financière (CVEF); la Direction de la Prévision et de la conjoncture (DPC); la Direction des politiques Economiques et Sectorielles (DPES); la Direction de la Gestion et du Contrôle du Portefeuille de l'Etat (DGCPE); la Direction de l'Intégration Régionale (DIR); la Direction

des Assurances (DA); la Direction de la Promotion Economique (DPE); la Direction de la Gestion des Ressources (DGR).

La DPES et la DGR sont des nouvelles techniques au sein de la DGAE

1.1-3.2 Le fonctionnement de chaque direction technique de la DGAE se présente comme suit:

Il est bien vrai que chaque direction comprend des fonctionnements particuliers. Mais les conditions du déroulement de notre stage ne nous permettent pas, nous en particulier de s'intéresser à cette partie. De grâce, compte tenu du domaine administratif auquel appartient notre Maître de stage, nous avons choisi de parler en bref de la DA, de ses attributions et de ses travaux effectués.

1.1-4 Présentation, attribution et travaux effectués par la Direction des Assurances (DA)

1.1-4-1 Présentation de la DA

Elle a été initialement créée par le décret n°88 du 29 décembre 1988 sous l'appellation de la "Direction du Contrôle des Assurances"(DCA). Sous le contrôle des autorités compétentes et suite à la modification de plusieurs textes, la DCA est devenue une Direction Opérationnelle (DO) de la Direction Générale Affaires Economiques (DGAE) au terme de l'arrêté n°098/MEF/SGM/DGAE du 1^{er} Mars 2006. Pour exécuter ses attributions, cette direction intègre des dispositifs prescrites à l'annexe II du traité de la Conférence Inter africaine des Marchés d'Assurances (CIMA) qui énonce les attributions des Directions Nationales des Assurances (DNA) entant qu'institution d'intégration du secteur de l'assurance dans la zone CIMA. C'est ainsi que la Direction des Assurances du Benin sert de relais à l'action de la Commission Régionale de Contrôle des Assurances qui est un organe supranational de régulation des marchés d'assurance de la zone CIMA.

1.1-4-2 Attributions de la DA

La DA est une direction de la DGAE qui a pour mission, l'examen des différentes questions d'assurances. A ce titre, elle est chargée:

- De la conception, de la surveillance, de l'application et de la réglementation nationale en matière d'assurances ;

- De l'étude et de la proposition au Gouvernement de toutes mesures susceptibles d'assurer et de parfaire la promotion du marché national des assurances ;
- Du suivi du déroulement du règlement à l'amiable des litiges nés sur le marché en assureurs et/ou intermédiaires d'une part, et entre assureurs, assurés et bénéficiaires des contrats d'autre part, qui lui sont soumis ;
- De la présentation de l'Etat au sein des organismes internationaux de coopération en matière d'assurances ;
- De la gestion du Centre Professionnel de Formation en Assurance (CPFA) du Benin, unité pédagogique décentralisée de l'Institut International des Assurances (IIA) de Yaoundé ;
- De la mise en œuvre de la tutelle du Ministère chargé des Finances sur le secteur des assurances en exerçant le contrôle d'Etat sur les compagnies d'Assurances, sur les intermédiaires et autres experts opérant sur le territoire national en vue :
 - De sauvegarder les intérêts des assurés – souscripteurs et bénéficiaires de contrats d'assurances et de capitalisation notamment en veillant au caractère licite des contrats d'assurances et à la bonne tenue de la comptabilité des opérations d'assurances ;
 - De protéger l'épargne publique en veillant à la stricte application des placements de valeur certaine ;
 - D'incité le secteur des assurances à accroître sa participation au développement par l'augmentation de ses investissements dans les secteurs prioritaires.

Au terme de tout ce qui précède, la DA comprend des services ci-après :

- Le Service de la Réglementation et des Agréments (SRA);
- Le Service de la Coopération, des Etudes, des Statistiques et de la Formation (SCESF);
- Le Service de Contrôle (SC).

1.1-4-3 Travaux effectués

Les principales activités de la DA sont énumérées comme ci-après :

- a. Production d'information sur le marché national des assurances (le rapport sur le secteur de l'assurance, les chiffres du marché de l'assurance) ;

- b. Délivrance de Certificats d'Assurance des Véhicules Administratifs (CAVA) ;
- c. Instruction des dossiers d'agrément des compagnies d'assurances ;
- d. Examen des demandes d'agrément en vue de la délivrance d'agrément par le Ministère de l'Economie et des Finances pour l'exercice d'intermédiaires d'assurances ;
- e. Délivrance de la carte professionnelle aux intermédiaires d'assurances ;
- f. Protection des intérêts des assurés et bénéficiaires de contrats d'assurances ;
- g. Arbitrage des litiges entre assureurs, assurés et bénéficiaires de contrats d'assurances ;
- h. Suivi de la coopération internationale en matière d'assurances ;
- i. Gestion du CPFA (Centre Professionnel de Formation à l'Assurances)

1.2 Déroulement du stage et travaux effectués, difficultés rencontrées et suggestions

1.2-1 Déroulement du stage et travaux effectués

Le déroulement de notre stage au sein de la DGAE-MEF a couvert une période de trois mois. En effet le stage s'est déroulé à la DGAE du 12 janvier au 10 Avril 2015. Suite aux différentes raisons évoquées par nos encadreurs, nos rencontres ne se faisaient que deux fois par semaine et de 09heures à 12 heures sur ces trois mois d'activités. Ces trois mois nous ont permis de tirer et de nouer des relations avec les autorités et personnels de la dite direction. La courtoisie et l'amabilité de ces personnels donnent le gout d'une collaboration administrative. Les activités au cours de ce stage nous donnent une passion pour tel genre de formation.

Nos séances d'activités nous ont permis d'avoir une connaissance introductive sur les logiciels Stata, SPSS, EXCEL, EPI INFO, SPAD, et le EVIEWS (étudié). Enfin ce stage est une occasion pour nous de connaître l'organisation de la DGAE et ainsi que ses directions techniques ci-dessus citées.

1.2-2 Difficultés rencontrées

Au cours de notre stage à la DGAE, nous nous sommes confronté à des difficultés à savoir : le manque de temps d'encadrement, le manque de suivi des stagiaires, l'indisponibilité des encadreurs, l'impossibilité pour les stagiaires d'être connecter aux réalités pratiques de la DGAE et de ses directions techniques (nous sommes privés de tout cela à cause du mauvais comportement de nos ainées). Les rencontres boycottées ont occasionné des pertes du temps au profit des stagiaires.

1.2-3 Suggestions

Les problèmes de ressources humaines dont rencontre la DGAE, il est nécessaire pour elle de changer ses stratégies d'accueillir les stagiaires afin de les permettre d'avoir un plus de connaissances sur la vie professionnelle par rapport à celle reçues dans les universités. Cela les permettra de ne pas obtenir des simples attestations de stage comme une formalité à remplir. Elle doit mettre également en place une équipe sérieuse et rigoureuse pour une bonne gestion des stagiaires. Il faut également que la DGAE noue des relations multilatérales avec les universités afin qu'elles mettent à sa disposition des enseignants totalement disponibles pour la formation des stagiaires. En fin elle doit mettre en place un document "guide de formation en stage" pour la formation lors du stage afin d'orienter ses stagiaires vers les besoins de son ou du marché du travail.

Paragraphe 2 : Problématique, objectifs et hypothèses

2.1 Problématique

Dans les pays du tiers monde, l'absence d'orientation de l'enseignement vers les besoins des demandeurs de travail reste un problème crucial. En effet au lendemain des années d'indépendance, l'enseignement était considéré comme un véritable outil pour répondre à la demande de la fonction publique afin d'accroître la performance de l'économie : c'est la période glorieuse ou le «miracle économique» selon Berthelémy et Bourguignon, (1996). Dès les années 80, cet engouement s'est estompé suite aux difficultés des systèmes éducatifs africains.

En outre, l'observation du nombre de diplômés devenait une question majeure pour les dirigeants africains. L'idée de réduire l'analphabétisme de 50% à travers les Objectifs du Millénaire pour le Développement est à l'origine de la privatisation de l'enseignement primaire et est cause de l'enseignement supérieur devenu le « parent pauvre » du système éducatif en particulier au Benin. Depuis environ trois décennies (1986-2014), le choix de profil de formation des individus constitue un problème davantage pertinent dans le contexte Béninois en particulier. Lors de la 35^{ème} session de la conférence générale de l'UNESCO en 2009, les Etats membres de l'organisation ont exprimé le besoin d'élargir le champ de l'éducation à l'accès à l'enseignement technique et à la formation professionnelle. L'enseignement professionnel est un élément précieux pour faciliter l'insertion professionnel et social, en conséquence, il garantit l'accès à un emploi décent et la créativité qui fait du

perfectionnement des compétences un élément propre à promouvoir l'emploi ainsi qu'aux compétences en vue de stimuler la productivité, la croissance, et le développement. L'acquisition des savoirs et connaissances afin d'accéder à un emploi décent nécessitent des moyens financiers et non financiers qui sont en majorité assurés par l'Etat. Il reste à savoir si l'enseignement que reçoit ces futurs cadres ou ces futurs entrepreneurs est efficace pour favoriser l'emploi ou l'auto emploi et contribuer ainsi à la croissance économique du pays. Là encore l'évolution des nouvelles technologies et nouvelles méthodes de gestions et d'organisations restent des polémiques à savoir si l'éducation au Benin tient compte de tous ces facteurs ?

L'analyse de l'efficacité des dépenses qu'effectue l'Etat dans les enseignements secondaire et supérieur permet d'identifier la part des jeunes diplômés sur le marché de l'emploi et leur apport dans la croissance économique (PIB) au Bénin. Il est donc impératif pour les pays en développement d'éviter le gaspillage des ressources allouées à l'éducation; et qu'il est utile de s'assurer que ces ressources sont réparties entre les différents secteurs prioritaires du marché du travail. Au titre des objectifs du NEPAD dont la promotion de l'éducation, le Bénin, ainsi que d'autre pays signataires ont adopté le renforcement du capital humain dans le cadre de la Stratégies de Croissance pour la Réduction de la Pauvreté (SCRCP). Une fois ces apprenants sortis du cadre du système de formation dans les écoles et universités, il faudrait en principe examiner si les différents avantages dont bénéficient les individus, l'Etat et la société sont à la hauteur des différentes dépenses liées à la formation qu'ils ont supportées. Malgré ces dépenses effectuées dans les enseignements professionnels, le chômage a atteint un niveau très élevé. Pour les chômeurs, il est presque difficile de s'assurer et d'un emploi décent suite au manque d'expériences requises et à la capacité d'employabilité demandée par les employeurs. Pour un poste publié par exemple des conditions d'avoir autant d'années d'expérience, de bonne capacité, sont exigées pour être sélectionné au test d'embauche. C'est pourquoi bon nombres de personnes n'arrivent pas trouver un emploi décent et risquent de demeurer éternellement sans emploi. Ils sont soit nouveaux diplômés, soit sans expériences professionnelles et sont bon à la théorie qu'à la pratique.

Or l'économie contemporaine cherche des travailleurs compétitifs, murs en connaissances et savoirs faire et qui utilisent de manière efficiente leur outils et savoir faire. Car la qualification est une boîte à outil que détiennent les demandeurs d'emploi tandis que la compétence désigne la manière d'utiliser concrètement cette boîte à outil de la mettre en œuvre. Ce qui nous conduit à savoir si effectivement les dépenses publiques effectuées dans

les enseignements professionnels au Bénin sont nécessaires? Quel est alors l'impact des dépenses publiques dans les enseignements secondaire et universitaire? A ces questions, il reste encore à examiner le rôle de l'enseignement professionnel qualifié dans la performance économique dans le dit pays (Benin). Le problème d'offre de travail répondant au besoin des demandeurs du travail pose lui aussi une question de savoir, quel enseignement professionnel reçoivent les Etudiants de différents universités et lycées du Benin?

Telles sont les questions auxquelles cette étude vise à apporter des éléments de réponses. Pour y arriver, nous avons choisis de réfléchir sur le thème : « Impact des dépenses publiques dans l'enseignement professionnel au Benin : cas des enseignements secondaire et supérieur ».

2.2 Intérêt de l'étude :

Depuis quelques années, le rôle de l'enseignement dans le développement économique d'un pays n'est plus à démontrer. A cet effet, il est important pour le Bénin, d'intervenir d'une manière ou d'une autre financièrement et matériellement dans l'orientation d'une formation de qualité pour permettre une adéquation en capital humain dont à besoin le marché du travail. En outre cette étude nous a permis de bien voir et de savoir ce que servait l'enseignement général entre les années 60 et 80 d'une part et ce qu'est devenu cet enseignement à partir de 1986 à nos jours d'autre part, ainsi que les efforts consenti par ces Gouvernements dans ce domaine de l'enseignement professionnel. Nos recherches sur ce thème, ont permis également entre autres d'avoir accès à une gamme d'informations sur le système éducatif notamment sur l'enseignement professionnel au Benin.

2.3 Objectif général

L'objectif général du présent travail est de déterminer l'impact des dépenses publiques dans l'enseignement professionnel au Benin, l'accent étant mis sur les sous-secteurs de l'enseignement secondaire et supérieur.

2.3-1 Objectifs spécifiques

Il s'agit :

O1- de déterminer l'efficacité comparée entre les dépenses publiques et les niveaux d'éducatifs professionnelles,

De façon spécifique, il s'agit:

O2- d'apprécier l'impact des dépenses publiques sur les niveaux d'éducatifs professionnels

2.4 Hypothèses

En vue d'atteindre les objectifs spécifiques ci-dessus cités, des hypothèses suivantes sont mises :

H1- Il existe une relation positive entre les dépenses publiques et les niveaux d'éducatives professionnelles.

H2- Les dépenses publiques ont un impact positif sur les niveaux d'éducatives professionnelles.

SECTION 2 : Revue de littérature et méthodologie

Paragraphe 1: Revue de littérature

Dans cette partie, il est question de faire le point de quelques connaissances et études sur la relation entre enseignement professionnel et dépenses publiques.

La revue de littérature est la partie d'un travail de recherche qui permet de faire le point des recherches ou des travaux théoriques et empiriques effectués par d'autres auteurs en rapport avec le thème de recherche choisi. En effet, il sera ressorti ici, les apports des différents auteurs sur la problématique: l'efficacité des dépenses publiques dans l'enseignement professionnel.

2.1-1 Clarification conceptuelle

L'enseignement étymologiquement vient du mot latin «insigniare» qui signifie enseigner ou instruire. L'enseignement selon le dictionnaire LAROUSSE du COLLEGE, signifie, action, ou manière d'enseigner, ou de transmettre des connaissances ou des pratiques. C'est-à-dire apprendre, inculquer, montrer à un apprenant des méthodes ; afin de faire de lui un employé ou un futur employé, qualifié et spécialisé d'une part et d'autre part un technicien supérieur.

Depuis 1990, suite à la conférence mondiale sur l'éducation pour tous, toute la communauté internationale a compris qu'il faut davantage investir dans l'enseignement pour atteindre réellement le développement. En effet la mobilisation des ressources adéquates pour financer l'éducation est donc la pierre angulaire afin d'équilibrer l'offre et la demande sur le marché du travail. Pour favoriser la croissance économique selon les Objectifs du Millénaire, il faut que le développement d'un pays passe nécessairement par une éducation et une formation de qualité de ses ressources humaines. Pour atteindre cet objectif (ressources

humaines qualifiées), il est nécessaire d'orienter les dépenses publiques vers un enseignement professionnel dont le marché de travail a besoin. En outre l'enseignement professionnel est une structure complexe au cœur des relations entre économie et système éducatif. Puisque le marché du travail est à la recherche d'employés qualifiés et compétents ; l'insuffisance ou le manque de production d'information de qualité pour la planification, la mise en œuvre et le suivi-évaluation des actions peut favoriser un fort taux de chômage dans les pays concernés. Ainsi pour rendre le marché du travail plus flexible, il faut qu'un certain nombre d'activité éducative soit orientée vers les pôles de nécessités du besoin de ce marché.

Dans le cas des enseignements secondaire et supérieur, le souci de former les apprenants connaissant un peu de tout pose le problème de déséquilibre entre l'offre et la demande du travail. Cela s'explique par le fait que la réalité du marché du travail est différente de celle qu'est confrontée les élèves et étudiants dans les écoles et universités concernées. Cette digression entre les formations que reçoivent les apprenants, et le marché du travail ne permet pas à ces derniers de façon général, de trouver leur voie et de prendre en main leur destin dans le cadre d'un emploi décent ou de s'auto employer.

Pour introduire l'enseignement professionnel dans son contexte économique, social, et culturel ; A. Léon (1968) affirme qu'une histoire de l'éducation ne peut se faire qu'en prenant en compte l'histoire économique et sociale. L. Tanguy (2000) renchérit que se sont les approches historiques à caractère sociologiques qui ont produit les analyses les plus instructives. Un ouvrage de référence tel que «Histoire de l'enseignement technique» (P. Pelpel et V. Troger, 2001) ne se contente que de raconter l'histoire de l'enseignement professionnel.

Il apparaît alors que l'enseignement professionnel comporte une forte relation entre l'économie et l'éducation et qu'il a été à plusieurs reprises capable de s'ajuster aux besoins de l'économie et de l'industrie (Pelpel & Troger, 2001). Ainsi la création de l'enseignement technique aux 19^{ème} siècle a apporté un plus à l'organisation du système éducatif Bénin ainsi que dans d'autres pays de l'UEMOA, à savoir le: CAP, BEAT, DIB, BAC professionnel, BAPES, BAPET, CAPES, CAPET. Mais la plupart des pays industrialisés éprouve une inquiétude sur l'évolution du système d'enseignement général et de formation professionnelle actuel. En outre les liens étroits qui existent entre l'enseignement et l'économie sont des clefs qui peuvent permettre de faire face à cette situation (Buechteman & Scoloff, 1995). Les évolutions permanentes du monde du travail entraînant en effet une nécessité d'adaptation

pour la formation professionnelle initiale Bouyx (2001). Il apparait donc primordial que si l'on veut appréhender l'enseignement professionnel dans son ensemble, il faudrait mieux comprendre les relations qui unissent économie et formation. L'enseignement professionnel est amené à former du personnel (ouvrier, technicien) directement employable par l'industrie. Pour y arriver, il doit par conséquent être en relation avec le monde du travail. L'équilibre entre offre de formation et demande de travail ou l'auto emploi influencerait positivement la croissance économie sur le court, moyen et long terme.

Les études économiques ont permis alors de procéder à des ajustements de l'offre de formation locale. L'enseignement professionnel et les entreprises ne sont pas simplement liées par des diplômes mais aussi par l'invention, la compétence et les avoir faire et être. Les relations entre économie et formation professionnelle initiale doivent aussi influencer les manières d'enseigner. Bref l'enseignement professionnel et l'entreprise doivent rester en étroite relation pour former mieux les jeunes. Ainsi selon C.Agulhon (1994), la mise en jour des différents acteurs intervenant dans l'enseignement professionnel montre combien l'adéquation formation/emploi ne se réduit pas à un rapport simple entre l'offre d'enseignement et de demande de qualification. Enfin il apparait donc que la relation entre enseignement professionnel et le monde de l'économie est indispensable à tous points que l'enseignant qui forme doit être connecté au monde du travail afin de savoir quoi enseigner?

La formation ou l'enseignement est une chaîne alimentaire où l'élève ou l'étudiant qu'on enseigne aujourd'hui, devient demain lui ou elle aussi un enseignant(e), ainsi de suite. Les deux sous-secteurs auquel est attaché l'objet de ce thème sont confrontés à certains problèmes qui sont essentiellement la gestion des flux des étudiants, la faiblesse de l'effectif des enseignants. A cet effet, il se pose le problème de savoir qui peut former et qui doit enseigner? La faiblesse des effectifs d'enseignant dans le système de l'éducation devrait son origine aux souscriptions du Bénin, en exemple au Programmes d'Ajustement de 1980. Ce Programme d'Ajustement dans l'entreprise éducative à pour conséquences la réduction de la quantité et de la qualité du personnel enseignant notamment au Benin. La récession éco généralisée et la crise sociopolitique ont conduit de nombreux Etats en particulier le Benin à souscrire à ce Programme d'Ajustement Structurel(PAS) avec la Banque Mondial(BM) et le Fond Monétaire International(FMI). Le but de ce programme est de réduire significativement les dépenses de souverainetés des Etats souscripteurs dans tous les secteurs de la vie socio-économique et politique. Les mesures prises par l'Etat de geler le recrutement dans la fonction publique, la réduction du nombre de personnel d'Etat ainsi que la fermeture des écoles de

formations des enseignants sont allées de pairs avec la croissance exponentielle des effectifs scolaires (ROCARE, 2008). Cet engouement non seulement indispensable pour ces Etats, afin d'atteindre leurs objectifs de réduction de personnels, mais devient une tâche cruciale pour les parents d'élève soucieux de l'avenir radieux de leurs enfants. Alors ces parents décident de recruter des enseignants pour la formation de leurs élèves. Cette intervention dans la gestion des écoles a donné naissance au métier d'Enseignant Communautaire (EC). Par ailleurs, les enquêtes ont prouvé que le recrutement de ces enseignants se fait de façon informelle c'est-à-dire qu'ils ne sont pas soumis à une épreuve écrite ou orale avant d'être sélectionné pour le métier. Alors il est claire que le manque de performances, de qualités, de stratégies d'enseignement et d'expériences pédagogiques au cours de la formation pourraient favoriser parmi tant d'autres le déséquilibre entre l'offre et la demande du travail sur ce marché. Ce qui minimise la qualité de ces enseignants est qu'ils n'ont pas de connaissances préalables sur les besoins du marché de l'emploi (selon les estimations). En outre, ils ont de difficulté à orienter leur formation vers les besoins du marché du travail. Comme résultat à cette difficulté dont rencontre l'éducation dans nos pays en général dans la zone UEMOA, c'est qu'un nombre important de diplômés sort des écoles et universités et ne maîtrisent rien de la vie professionnelle, voir innocents sur le marché du travail (selon les estimations). Dans les recherches de G.A. Soglo sur la performance de l'enseignement supérieur au Bénin depuis 1980-2010, il ressort qu'une transformation structurelle de l'économie béninoise soit exiger, l'économie béninoise doit passer de son état de redistribution à une économie de création de richesse afin d'utiliser de façon efficiente les diplômés du nouveau système d'enseignement mise en œuvre dans les structures d'enseignement supérieur. De cette affirmation, il est nécessaire pour le Benin d'intervenir dans l'économie car elle est en crise selon la pensée Keynésienne.

Les dépenses publiques sont les dépenses effectuées par l'Etat. Au Bénin, l'intervention de l'Etat dans les secteurs d'enseignements secondaire et supérieur ne cesse jamais de s'augmenter depuis 2006. Dans l'enseignement supérieur, le budget du MESRS est de 22915293(milliers de FCFA) en 2006 et 53289566(milliers de FCFA) en 2015, soit une différence de 30374273(en milliers de FCFA) sur 10ans, (DPP-MESRS). Cette évolution quantitative des dépenses dans l'enseignement s'est accompagnée d'une déformation de la structure de ces dépenses sous l'effet conjugué du développement des missions de l'Etat (éducation nationale, enseignement supérieur et recherche). Plusieurs raisons peuvent expliquer cette évolution des dépenses. Tout d'abord l'économiste Allemand Adolph wagner

(1835-1917) avait avancé dès la fin du 19^{ème} siècle (loi de Wagner) que le progrès économique s'accompagnerait d'une hausse de la part des dépenses publiques dans le PIB en raison du développement de nouveaux besoins pour le bon fonctionnement de l'économie (infrastructures, réglementations, services publics et urbains).

2.1-2 Fondement théorique et empirique

Le fondement théorique et empirique de l'enseignement professionnel a été abordé un peu partout par des auteurs Classiques, Néoclassiques et Keynésiens. La reconnaissance de la place du capital humain dans le développement d'un pays, est à l'honneur de l'économiste classique Smith (1776). En ses qualités, il a le mérite d'avoir jeté les idées sur la base de la théorie du capital humain. Pour Smith, les aptitudes ont été acquises par les individus, à travers l'éducation, les études et l'apprentissage. Cette acquisition entraîne des dépenses réelles pour l'individu et l'Etat. En effet la spécialisation de la main d'œuvre suppose qu'il existe différents types de tâches et que chaque individu exerce celle qu'il maîtrise le plus. La notion de «division du travail» met également en lumière l'accroissement du potentiel du produit lié à l'amélioration de l'organisation et de la méthode de production. Après quelques années la question de l'importance de la qualité et la spécialisation de la main d'œuvre prend à nouveau une place importante dans les enseignements professionnels.

Dans les années soixante la théorie du capital humain est suscitée par les tentatives d'explication du "résidu Solow". Ce modèle considère le progrès technique lié au niveau d'éducation (enseignement professionnel) comme une source de croissance exogène ou résiduelle mais nécessaire pour sortir du cercle de l'Etat stationnaire des économistes classiques. La théorie du capital humain et les modèles de croissances endogènes viennent en réponse à l'hypothèse du caractère résiduel du progrès technique dans le modèle de Solow.

L'un des pionniers dans l'exposition formelle de la théorie du capital humain est l'économiste américain Theodore Schultz (1961) qui l'exprime en ces termes qu'il apparaît évident que les individus acquièrent des savoirs faire et des savoirs utiles, il n'est pas évident que ces savoir-faire et savoirs utiles constituent une forme capital et que ce capital soit pour une part substantielle, le produit d'un investissement délibéré. Becker (1964) approfondit le concept et le vulgarise dans son ouvrage intitulé "*Human capital*" pour son développement de la théorie du capital humain. Il définit le capital humain comme l'ensemble des aptitudes, talents, qualifications et expériences accumulés par un individu et qui déterminent en partie

ses capacités à produire pour lui ou pour les autres, un stock de bien ou de connaissances comprenant à la fois l'éducation, l'enseignement et la santé.

Selon la théorie de Gary Becker, les compétences acquises dans le système d'enseignement professionnel (secondaire et université) augmentent la productivité des individus et accroissent les revenus qu'ils tirent de leur travail et ils créent leur propre emploi et pour les autres. Ainsi l'enseignement professionnel est alors représenté comme un investissement dans le capital humain: l'Etat décide d'effectués des dépenses dans l'enseignement professionnel en fonction de l'augmentation de la production ou de la croissance de l'économie et de l'emploi.

En outre le développement de ces modèles de croissance endogène a permis de diversifier les sources de croissance afin d'y intégrer les éléments du capital humain de progrès technique et d'innovation à l'image du modèle de Römer (1986). Cependant, le capital humain est considéré pour la première fois comme facteur de croissance dans le modèle de Lucas(1988).De même il faut faire référence à Mankiw, Römer et Weil (1992) qui ont fait un complément de capital humain dans le modèle de Solow qui se fonde sur la fonction de production de Cobb Douglas. Le capital humain et capital physique joue le même rôle dans la production et qui s'acquièrent dans l'enseignement professionnel et permettent d'augmenter l'efficacité productive à technologie constants. Le taux de croissance du PIB par tête pendant une période donnée est donc proportionnel au taux de croissance du niveau d'enseignement pendant la même période. La critique la plus fondamentale de l'approche suivie par Mankiw, Romer et Weil, fut émise par Benhabib et Spiegel (1994).Contrairement à ce que suggère le modèle néoclassique, ces auteurs utilisent plutôt le niveau de capital humain au lieu du taux de croissance de ce niveau, mesuré par le nombre d'année d'études moyen parmi la population active. Comme on peut le constater, les résultats dépendent des variables d'éducation ou de capital humain retenues dans différents modèles.

Le modèle de Becker a été utile par plusieurs économistes parmi lesquels on peut citer (Mincer et Psacharopoulos, 1994). Ces auteurs ont apporté des améliorations au modèle de Becker afin d'effectuer des tests empiriques permettant d'évaluer le rendement de l'éducation selon différents approches. Selon Arrow la formation et en particulier le diplômes sert à apporter de l'information sur les qualités des individus (intelligence, capacité de travail). Par conséquent le Benin doit effectuer des dépenses dans l'enseignement professionnel qui permet

d'envoyer le meilleur signal, soit celui qui offre le plus de possibilités à la création d'un emploi, ou soit le plus à l'embauche.

Dès le début des années 90, les études empiriques sur la croissance et l'éducation ont repris une nouvelle apogée. Mankiw et al. (1992) examinent sur le modèle de croissance de Solow (1956) qui est constant avec la variation internationale dans les niveaux de vie. Ils proposent un modèle de Solow augmenté du capital humain. Dans son modèle on retrouve un rôle pour l'Etat. En effet pour des raisons d'économie publique, le système éducatif est dans une large mesure contrôlé par l'Etat. L'Etat peut accroître la croissance en contribuant à l'augmentation des dépenses publique dans le capital humain. De même le capital humain s'accumule à partir du bien final, comme le capital physique. Mais le capital humain, le savoir-faire ou les idées s'accumulent dans le temps. Le système éducatif qui inclut l'enseignement professionnel transmet des connaissances accumulées par l'addition de connaissance nouvelle en fonction de l'évolution de l'année d'étude. L'accumulation d'idée nouvelle ne montre pas forcément de rendements décroissant. Au contraire, plus on sait, plus on a les moyens de faire de nouvelles découvertes. De même Barro estime que le passage de taux de scolarisation secondaire de 50 à 100% (l'ordre de grandeur de l'évolution en France entre 1960 et 1985) accroît le taux de croissance annuel du revenu de 1 point de pourcentage environ. Mais vers la fin des années 90, l'optimisme sur le rôle positif du capital dans l'économie s'est un peu diminué. Benhabib et Spiegel(1994) posent la question suivante : Comment est-ce que le capital humain (le niveau d'éducation) et la main d'œuvre affectent-ils la production et la croissance économique? En effet ces auteurs n'ont pas pu retrouver la relation positive décrite par Mankiw, Romer et Well (1992) entre le capital humain et la croissance économique en utilisant l'approche standard qui consiste à traiter le capital humain, mesuré à travers le nombre moyen d'année d'étude de la main d'œuvre comme un facteur de production ordinaire. De plus Benhabib et Spiegel (1994) reviennent à nouveau et propose alors de modéliser le progrès technique ou la croissance de la Productivité Total des Facteurs (PTF) comme une fonction du niveau d'éducation(enseignement professionnel).L'idée est que l'apprenant bien éduqué et formé, doit doter du savoir, de savoir-faire et de savoir être pour créer et innover, en mettant en application sa formation théorique et en s'adaptant conformément à des nouvelles technologies; ce qui permet de générer la croissance, et de montrer l'efficacité des dépenses publique dans l'enseignement professionnel. Benhabib et Spiegel (1994) toujours dans leur logique essaient de faire une distinction empirique entre les deux approches. Ils estiment d'une part une fonction de

production de Cobb Douglas dans lequel le capital physique et le capital humain entrent comme des facteurs de production et ces deux facteurs sont obtenus par l'enseignement professionnel. Ces estimations montrent que le capital humain avait un effet non significatif dans l'explication de la croissance de revenu par tête. Ensuite ils utilisent le modèle alternatif dans lequel le capital humain influence la croissance de la productivité total des facteurs et ils obtiennent une relation positive. Dans leur modèle, le capital humain contribue à la croissance à travers deux partis. Premièrement, le niveau du capital humain influence directement le taux d'innovation technologique produite (Romer). Deuxièmement, le stock de capital humain affecte la vitesse d'adoption de technologie étrangère, selon Nelson et Phelps (1966). Les résultats de leur recherche empirique ont montré que le stock de capital humain joue un rôle important dans la détermination du taux de croissance du PIB et conclue que des nations pauvres comme le Benin, doit beaucoup effectuer des dépenses dans l'éducation (enseignement professionnel) pour accroître la croissance économique et le développement.

D'autres études empiriques comme celle de Pritchett, Krueger et Lundahl, (2001) remettent aussi en question les études sur la contribution de l'éducation à la croissance. Krueger et Lundahl (2001) montrent que l'éducation est significativement et positivement reliée à la croissance, seulement pour les pays pauvre ayant de faible niveau d'éducation. En outre Pritchett conclut que la qualité de l'éducation pourrait être si basse que les années d'étude ne créent aucun capital humain. Enfin les rendements de l'éducation pourraient avoir baissé rapidement puisque l'offre de main d'œuvre a augmenté pendant que la demande restait stagnante. Les résultats des estimations montre que les équations de la convergence influencent le capital humain et sur le taux de croissance du PIB réel par travailleur. Cette étude empirique n'arrive pas à retrouver le rôle positif du capital humain dans la croissance, mais certains auteurs ont continué la recherche sur la question pour trouver des explications satisfaisantes aux résultats. Dans leur revue de littérature, ils suggèrent qu'une explication plausible pourrait provenir du fait que la qualité du système éducatif évolue différemment d'un pays à l'autre. Cette formalisation consiste à admettre que la qualité du système éducatif se mesure par sa capacité à former une unité supplémentaire de capital humain efficace, et donc à raisonner en termes de productivité marginale de l'éducation. Ainsi la prise en compte de l'hétérogénéité de l'efficacité interne et externe de l'éducation impacte le capital humain. Alors la production d'une efficacité supplémentaire du capital humain dépend de la capacité de chaque pays à investir dans l'enseignement. Du fait que les réalités éducatives sont

différentes de celles de la vie administratives, expliquent cette hétérogénéité de la qualité des systèmes éducatifs (formation professionnelle) au Bénin.

Bref, le développement économique et social d'un pays exige des ressources humaines de qualité, dont l'éducation est l'un des facteurs déterminants. Il est important qu'en dépit des efforts déployés par chaque Gouvernement au Bénin, dans les deux sous-secteurs de l'éducation, ces derniers connaissent encore des dysfonctionnements liés à la qualité et à l'équité de l'offre éducative en dessous des normes exigées. Trois points expliquent ces dysfonctionnements : i) l'inadéquation de la formation aux besoins réels du marché du travail ; ii) l'insuffisance des infrastructures et du personnel enseignant ; iii) des faiblesses dans la gestion et le pilotage des deux sous-secteurs, (SCRP 2011-2015).

Paragraphe 2 : Méthodologie

Cette partie permettra de présenter le cadre méthodologique relative à l'étude de l'efficacité des dépenses publiques dans l'enseignement professionnel. Le modèle économétrique et ses variables utilisées de même que les outils d'analyses seront exposés.

2.1 Présentation du modèle

Le point central de cette analyse est de déterminer la corrélation et la causalité entre les variables. Il est ici difficile de déterminer la stationnarité et de procéder aux tests de cointégration car il ne s'agit pas d'une série temporelle. Essentiellement dans ce cas les variables sont obtenues par moyennes sur des périodes de 5 ans. Il s'agit tout simplement de chercher le lien et la causalité entre la variable expliquée DP et les variables explicatives NEP, NES, NET.

2.2 Choix des variables

2.2-1 Variable expliquée : Dépenses Publiques

L'efficacité des dépenses publiques représente l'efficacité de capital humain. En effet les dépenses publiques effectuées dans l'éducation ont pour objectifs de réduire le taux d'analphabétisation, de rendre efficace les travailleurs, de réduire le taux de chômage, d'augmenter la production de l'économie.

2.2-2 Variables explicatives

-Le niveau d'éducation primaire : représente le nombre moyen d'année de scolarité des personnes dans le secteur primaire

-Le niveau d'éducation secondaire : représente le nombre moyen d'année de scolarité des personnes dans le secteur secondaire

-Le niveau d'éducation tertiaire : représente le nombre moyen d'année de scolarité des personnes dans le secteur tertiaire

On s'attend à expliquer la variable mesurant les niveaux d'éducation par secteur avec les variables explicatives dont entre autres, les dépenses publiques en éducation par secteur.

2.3 Sources des données

Les données utilisées dans la présente étude, proviennent de sources variées. Elle couvre la période de 1970 à 2010 soit 9 observations reparti à intervalle de 5ans. Elles sont collectées auprès des différentes structures, notamment Barro-Lee Dataset (2014), site de la Banque Mondiale, la Direction de la Provision et de la Prospective (DPP) du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (MESRS) et du Ministère de l'Enseignement Secondaire Technique et de la Formation Professionnelle (MESTFP) et de quelques études précédemment effectuées dans le domaine.

2.4 Méthode d'analyse

Méthodes de corrélation et de causalité au moyen des logiciels EVIEWS et l'EXCEL. Pour s'assurer de la qualité de ces méthodes, un test de diagnostic a été fait

2.4.1 Test de diagnostic

Le test de coefficient de corrélation de Bravais-Pearson

Le test de Bravais-Pearson permet, par la méthode de coefficient de corrélation de tester la corrélation qui existe au sein d'une population et d'un échantillon. On test les hypothèses suivantes concernant la corrélation.

H (0) : $\rho_{xy} = 0$ (hypothèse d'absence de corrélation)

H(1) : $\rho_{xy} \neq 0$ (hypothèse de présence de corrélation)

Statistique de test

$$t = \frac{|r_{x,y}|}{\sqrt{\frac{1-r_{x,y}^2}{n-2}}}$$

Règle de rejet

Approche par la valeur p (probabilités): Rejet de H (0) si la valeur $p \leq \alpha$

Test de causalité

La méthode utilisée ici est celle de Granger

- **Test de causalité de Granger**

Granger a proposé le concept de causalité en 1969 : la variable X_2 est la cause de Y_1 , si la prédictibilité de Y_1 est améliorée lorsque l'information relative à Y_2 est incorporée à l'analyse.

Hypothèse de causalité

$H(0) = 0$ (x ne cause pas y)

$H(1) \neq 0$ (x cause y)

L'hypothèse nulle $H(0)$ est acceptée dès que la probabilité est supérieure à 5%. Dans le cas contraire elle est rejetée.

Chapitre II :
RESULTATS, INTERPRETATION,
VALIDATION DES HYPOTHESES, LIMITES
ET RECOMMANDATION DE L'ETUDE

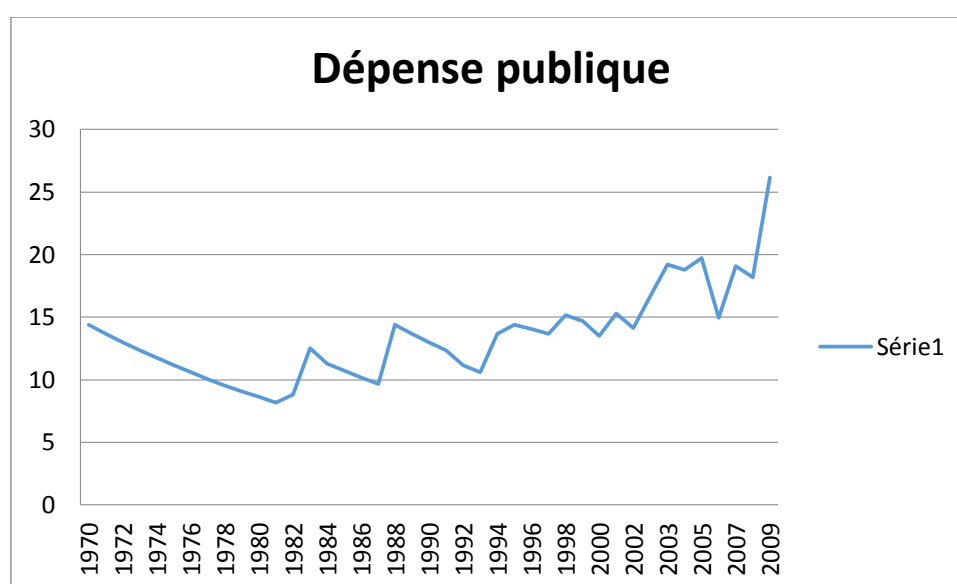
Chapitre II : Résultats, interprétation, validation des hypothèses, limites et recommandation de l'étude

Ce chapitre est consacré aux différentes analyses liées à notre étude. Il s'agira de faire une analyse descriptive des dépenses publiques, du niveau d'éducation primaire, du niveau de l'éducation secondaire et tertiaire et ensuite de procéder à la présentation des résultats de la méthode de corrélation et de la causalité.

SECTION I : Résultats : présentation, analyse et interprétation

Paragraphe 1: Présentation des résultats

Graphique 1 : Evolution des dépenses publiques au Benin de 1970-2010

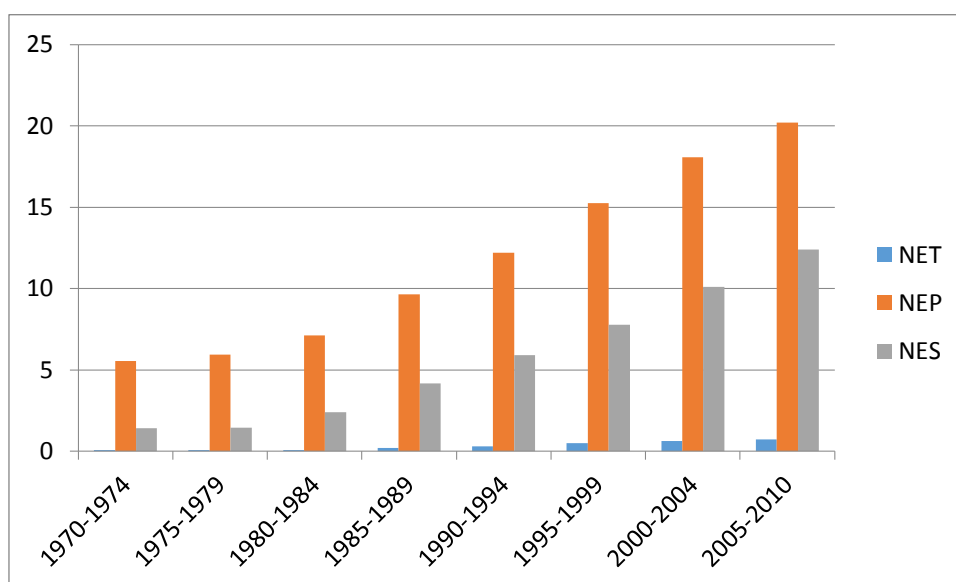


Source : Réalisé par les auteurs à partir des données de la Banque Mondiale

Le graphique ci-dessous montre l'évolution de la dépense publique effectuée dans l'éducation de 1970-2009. Dans la période de 1970-1980 les dépenses publiques effectuées dans l'éducation ont connu une forte décroissance. Cela montre que le régime révolutionnaire soutenu par des crises économiques de 1970-1980 n'avait pas favorisé la bonne entrée des dépenses publiques dans l'éducation. De même en 1982-1984 et 1988-1989 on note une croissance plus ou moins régulière des dépenses d'éducation avec une décroissance légère entre 1984-1986 et 1990-1992. Ce qui traduit effectivement la période de crise économique et financière qu'a traversé le Benin. En effet dans cette période les dépenses publiques effectuées dans l'éducation sont basées sur l'enseignement général pour satisfaire la demande de l'Etat.

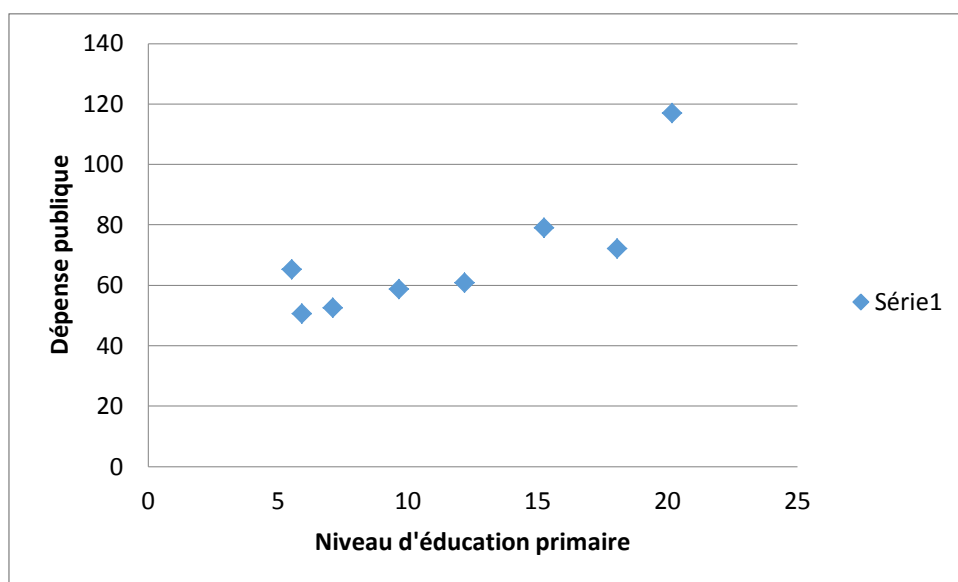
Enfin sur la dernière sous période allant de 1994-2009 la dépense publique effectuée dans l'éducation montre également une amélioration et une hausse mais elle se chute en 2006. Ce comportement s'explique par la mise en œuvre d'une politique de l'instauration de l'enseignement professionnel et technique dans le systèmes éducatif pour avoir une adéquation entre la demande d'emploi qualifié, les profils et les besoins du système production et satisfaire les besoin du marché.

Graphique 2 : Evolution du niveau d'éducation par secteur



Source : Réalisé par les auteurs à partir des données de la Banque Mondiale

Ce graphique retrace le niveau d'éducation par secteur au Benin par période de cinq ans de 1970-1974 à 2005-2010. Il révèle une forte croissance du niveau d'éducation primaire. Cette croissance peut s'expliquer par le désir de la population de savoir parler, lire, écrire la langue française et une forte dépense que l'Etat investit dans ce secteur pour réduire le taux d'analphabétisation. Dans le secteur secondaire le niveau d'éducation s'améliore progressivement moins faible que le primaire. Pour ce qui concerne le niveau tertiaire il est vraiment très faible et presque inexistant entre 1970-1984. Ce comportement s'explique par le fait que la population réduit le nombre d'année d'étude et se rentre dans la vie active à cause d'un faible revenu et la condition de vie de la population.

Graphique 3 : Nuage de point des dépenses publique et le niveau d'éducation primaire


Source : Réalisé par les auteurs à partir des données de la Banque Mondiale

Le nuage de point de ce graphique révèle une relation positive entre les dépenses publiques effectuées dans l'éducation et le niveau d'éducation primaire. Un volume de dépense publique tant à être associé à un niveau plus important du niveau de l'éducation. Cependant la relation n'est pas parfaite dans la mesure où tous les points ne sont situés sur une même droite, donc la forme générale des points et la tendance suggèrent une relation globalement positive.

Test de corrélation entre la dépense publique et niveau d'enseignement primaire

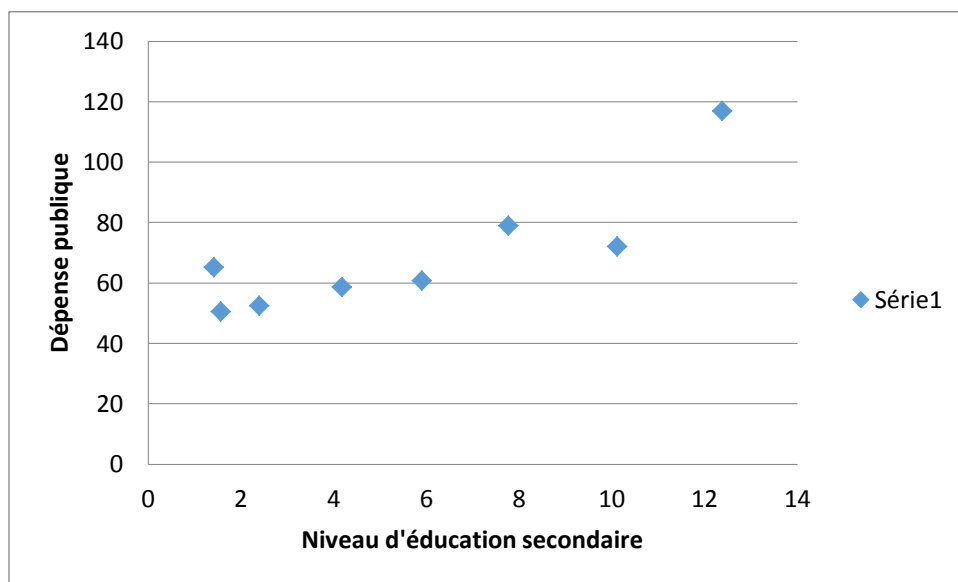
		Corrélation	t-statistic	Probability
NEP	DP	0.810850	3.393691	0.0146

Source : Résultats de nos données sur Eviews.7

Le coefficient de corrélation ($r_{nep,dp} = 0.810850$) est proche de +1 ce qui permet de conclure que les dépenses publiques estimées en éducation affichent une forte corrélation linéaire positive entre les niveaux d'éducation. Plus précisément une augmentation des dépenses publiques effectuées dans l'éducation se traduit par un fort niveau d'éducation. Le test de signification au seuil de α est égal à 0.05, la statistique de test est égale $t_{nep,dp} = 3,393691$. Ainsi puis que la valeur de la probabilité p ($p = 0,0146$) est inférieur à celle tabulée en seuil de 5%, on rejette les H_0 et on conclut que les corrélations ($\rho_{dp,nep}$) n'est pas égal à zéro. Les preuves

statistiques sont suffisantes pour conclure qu'il existe une corrélation significative entre les niveaux d'éducation primaire et les dépenses publique.

Graphique 4 : Nuage de point des dépenses publique et le niveau d'éducation secondaire



Source : Réalisé par les auteurs à partir des données de la Banque Mondiale

Ce graphique correspond au nuage de point obtenu avec les données de la Banque Mondiale sur le niveau d'éducation secondaire. L'axe des ordonnées représente la dépense publique et l'axe des abscisses représente le niveau d'éducation secondaire. Les nuages de point nous permettent d'observer graphiquement les données et de tirer des conclusions préliminaires sur la relation éventuelle entre les variables. Les dépenses publiques semblent être supérieures dans l'enseignement secondaire. De plus, pour ces données, la relation entre dépenses publiques effectuées dans l'éducation et le niveau d'éducation secondaire semble donc y avoir une relation linéaire positive. Une augmentation de dépense publique tend à être associée à un niveau plus important du niveau d'éducation secondaire. Cependant la relation n'est pas parfaite dans la mesure où tous les points ne sont pas situés sur une même droite, donc la forme générale des points et la tendance suggèrent une relation globalement positive.

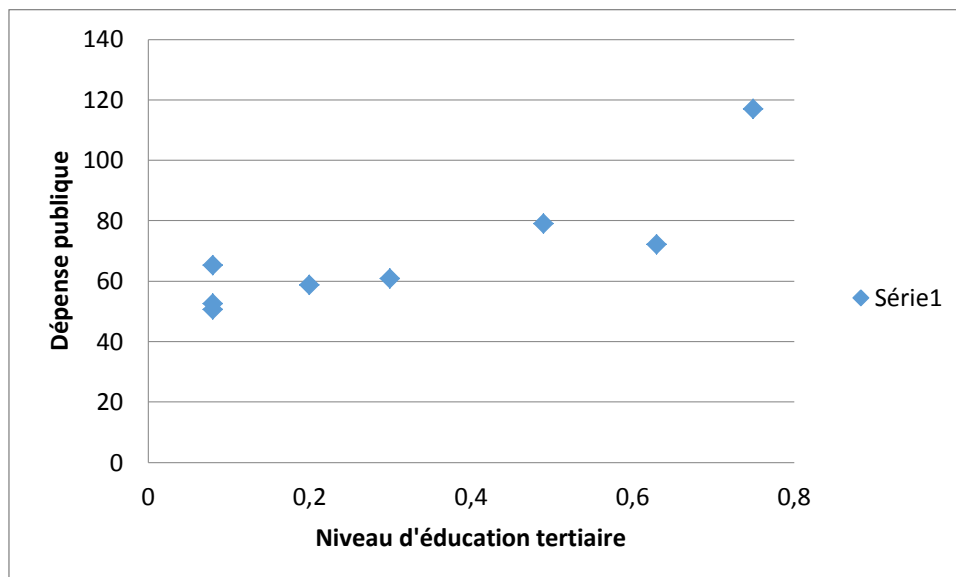
Test de corrélation entre la dépense publique et niveau d'enseignement secondaire

		Corrélation	t-statistic	Probabilty
NES	DP	0.841304	3.812265	0.0088

Source : Résultats de nos données sur Eviews.7

Le coefficient de corrélation ($r_{nes.dp} = 0.841304$) est proche de +1 ce qui permet de conclure que les dépenses publiques estimées en éducation affichent une forte corrélation linéaire positive entre les niveaux d'éducation. Plus précisément une augmentation des dépenses publiques effectuées dans l'éducation se traduit par un fort niveau d'éducation. Le test de signification au seuil de α est égal à 0.05, la statistique de test est égale $t_{nes.dp}=3.812265$. Ainsi puis que la valeur de la probabilité p ($p = 0.0088$) est inférieur à celle tabulée au seuil de 5%, on rejette les H_0 et on conclut que les corrélations ($\rho_{dp,nes}$) n'est pas égal zéro. Les preuves statistiques sont suffisantes pour conclure qu'il existe une corrélation significative entre les niveaux d'éducation secondaire et les dépenses publique.

Graphique 5 : Nuage de point des dépenses publique et le niveau d'éducation tertiaire



Source : Réalisé par les auteurs à partir des données de la Banque Mondiale

Ce graphique correspond au nuage de point obtenu avec les données de la Banque Mondiale sur le niveau d'éducation tertiaire. L'axe des ordonnées représente la dépense publique et l'axe des abscisses représente le niveau d'éducation tertiaire. Les nuages de point nous permettent d'observées graphiquement les données et de tirer des conclusions préliminaires

sur la relation éventuelle entre les variables. Les dépenses publiques semblent être un peu élevées dans l'enseignement tertiaire et le niveau d'éducation est un peu faible car peu de personnes poursuivent les études universitaires et du fait que la majorité rentre dans la vie active, faute de moyens financiers. De plus, pour ces données, la relation entre dépenses publiques effectuées dans l'éducation et le niveau d'éducation tertiaire semble donc y avoir une relation linéaire positive. Une augmentation de dépense publique tend à être associée à un niveau plus important du niveau d'éducation tertiaire. Cependant la relation n'est pas parfaite dans la mesure où tous les points ne sont pas situés sur une même droite, donc la forme générale des points et la tendance suggèrent une relation globalement positive.

Test de corrélation entre la dépense publique et niveau d'enseignement tertiaire

		Corrélation	t-statistic	Probability
NET	DP	0.849835	3.949661	0.0075

Source : Résultats de nos données sur Eviews.7

Le coefficient de corrélation ($r_{net,dp} = 0.849835$) est proche de +1 ce qui permet de conclure que les dépenses publiques estimées en éducation affichent une forte corrélation linéaire positive entre les niveaux d'éducation. Plus précisément une augmentation des dépenses publiques effectuées dans l'éducation se traduira par un fort niveau d'éducation. Le test de signification au seuil de α est égal à 0.05 et la statistique de test est égale $t_{net,dp} = 3.949661$. Ainsi puisque la valeur de la probabilité p ($p = 0.0075$) est inférieure à celle tabulée en seuil de 5%, on rejette les H_0 et on conclut que les corrélations ($\rho_{dp,net}$) n'est pas égal à zéro. Les preuves statistiques sont suffisantes pour conclure qu'il existe une corrélation significative entre les niveaux d'éducation tertiaire et les dépenses publiques.

A2 Test de Causalité de Granger

L'hypothèse nulle (ne cause pas) de Granger est acceptée si la probabilité de chaque variable du test est supérieure à 5%. Sinon rejetée

Tableau 1: le test de Causalité de Granger entre les variables

Nullhypothesis	F-Statistic	Probability
NEP does not Granger Cause DP	31.0897	0.1258
DP does not Granger Cause NEP	2.68254	0,3964
NES does not Granger Cause DP	13,9456	0,1860
DP does not Granger Cause NES NES	1,23780	0,5364
NET does not Granger Cause DP	22779,0	0,0047
DP does not Granger Cause NET	1,64284	0,4830

Source : Résultats de nos données sur Eviews.7

D'après le test de Granger, les niveaux d'éducation primaire (NEP), secondaire (NES) ne causent pas la dépense publique (DP) car la probabilité est supérieure à 5% mais niveau d'éducation tertiaire (NET) cause DP car la probabilité est inférieure à 5% (variables explicatives vers variable expliquée). De même DP ne cause pas NEP, NES, NET (variable expliquée vers variables explicatives).

Paragraphe 2 : Validation des hypothèses

2.1 Vérification des hypothèses

Hypothèse 1 : Il existe une relation positive entre les dépenses publiques et les niveaux d'éducatives professionnelles.

Les résultats montrent qu'il existe belle et bien une relation linéaire forte entre les trois niveaux d'éducatives en matière des dépenses publiques. En effet une augmentation des dépenses publiques entraîne une augmentation des niveaux d'éducation primaire, secondaire

et tertiaire car les coefficients de corrélations entre les dépenses publiques et les niveaux d'éducation sont compris entre 0.81 et 0.85. Alors l'hypothèse 1 est vérifiée.

Le résultat issu du test de causalité permet de déduire que les dépenses publiques n'ont pas un impact positif sur les niveaux d'éducation professionnel, car les dépenses publiques ne causent pas les niveaux d'éducation (pas de causalité entre DP et NEP, NES, NET). Par conséquent l'hypothèse 2 n'est pas vérifiée

Hypothèse 2 : Les dépenses publiques ont un impact positif sur les niveaux d'éducatons professionnelles.

Le résultat issu du test de causalité permet de déduire que les dépenses publiques n'ont pas un impact positif sur les niveaux d'éducation professionnel, car les dépenses publiques ne causent pas les niveaux d'éducation (pas de causalité entre DP et NEP, NES, NET). Par conséquent l'hypothèse 2 n'est pas vérifiée

En définitive, l'analyse nous a permis de déduire que les dépenses publiques influencent positivement les niveaux d'éducation, mais il n'existe pas une causalité entre eux.

SECTION II : Limites et recommandations de l'étude

Paragraphe1: limites de l'étude

L'efficacité des dépenses publiques constituent un levier pour la croissance économique d'un pays. Effectuer un tel geste dans l'enseignement professionnel, permet de faciliter la formation d'une main d'œuvre qui répondra au besoin du marché du travail. Les bases de données statistiques non disponibles de façon chronologiques sur une longue période ou du tout inexistantes constituent un majeur blocage de notre étude sur l'efficacité des dépenses publiques dans l'enseignement professionnel. Parmi les limites nous avons ;

- Absence de mécanismes de régulation des flux par rapport au marché du travail.
- Absence de système cohérent de formation professionnel,
- Insuffisance des bibliothèques et laboratoires de recherche afin de rendre efficace le capital humain à travers les innovations et progrès techniques.

Paragraphe2: Recommandation

L'étude des variables explicatives des niveaux d'éducation dans le sens de l'enseignement professionnel nous permet de formuler des politiques qui par leur adoption pourront renforcer la qualité et l'efficacité du capital humain à travers une bonne gestion des secteurs d'enseignement pour le relèvement de la situation économique.

- Augmenter l'investissement dans les niveaux d'éducation à travers la construction des bibliothèques, des laboratoires,
- Augmenter les dépenses allouées à l'enseignement professionnel,
- Améliorer les niveaux d'éducation en se basant sur la théorie et la pratique,
- Augmenter les revenus perçus lors de la mise à disposition des compétences,
- Orienter les dépenses publiques vers les pôles d'enseignement professionnel dont à besoin le marché de travail,
- Renforcer la qualité et le niveau du capital humain afin de montrer la nécessité des dépenses publiques dans les enseignements professionnels,
- Spécifier l'enseignement professionnel afin d'avoir des ressources humaines de qualification spécifiques. Ce qui permettra à chacun de savoir quoi faire et quoi développer pour contribuer à la croissance économique de son pays et des autres pays de la planète,
- Elaborer une équipe de contrôle qui s'en chargera de contrôler la gestion des dépenses allouées à l'enseignement professionnel.
- En fin mettre en place une commission qui pourrait être composée des ingénieurs statisticiens performants soutenus financièrement et matériellement pour qu'ils conservent des données statistiques dans les domaines des dits sous-secteurs de l'enseignement. Ce qui permettra à beaucoup d'Etat de la planète de connaître ce qui est fait et ce qui n'est pas encore fait dans le domaine l'enseignement professionnel. Au terme de ces suggestions, on pourrait mesurer l'efficacité des dépenses dans les enseignements dont on juge nécessaire pour la performance du capital humain

Conclusion

Le présent travail s'est focalisé sur l'étude de l'efficacité des dépenses publiques dans l'enseignement professionnel au Bénin. En effet la nécessité d'augmenter le taux d'emploi et l'efficacité des travailleurs notamment au Bénin justifient les différentes dépenses publiques mises en œuvre dans les sous-secteurs de l'enseignement professionnel. Pour que ces dépenses soient efficaces, il apparaît nécessaire d'identifier les différents facteurs déterminants sur lesquels il faut agir, dans la mesure de rendre efficace les niveaux d'enseignement. Pour y parvenir, deux méthodes sont utilisées : la méthode de corrélation qui a montré qu'il existe une forte corrélation entre les variables (DP, NEP, NES, NET) et la méthode de causalité où seule la variable NET cause DP.

En première lieu, nous avons procédé au statistique descriptive qui a permis de vérifier la corrélation entre les variables. Les tests statistiques de ce modèle donnent des résultats de Fisher (0,019567), qui est inférieur au seuil de $\alpha = 5\%$, montre bel et bien que le modèle est globalement significatif. L'étude a procédé en deuxième lieu au test de validation de la causalité entre les variables. Résultat, la variable expliquée ne cause aucune variable explicative (Eviews.7).

Au regard de ces résultats nous recommandons aux autorités de notre pays d'augmenter les dépenses dans l'enseignement professionnel. Orienter les dépenses vers des formations dont à besoin le marché de travail, afin d'améliorer le système d'enseignement en se basant surtout sur la pratique pour qu'enfin l'on puisse retrouver l'efficacité des dépenses octroyées dans le système (augmentation du taux d'emploi et l'efficacité des travailleurs).

ANNEXE

ANNEXE 1

Corrélation entre les variables.

	DP	NEP	NES	NET
DP	1.000000	0.810850	0.841304	0.849835
NEP	0.810850	1.000000	0.997292	0.992507
NES	0.841304	0.997292	1.000000	0.993532
NET	0.849835	0.992507	0.993532	1.000000

Source : Nos coefficients et test sur Excel

Tableau : Test corrélation de Bravais-Pearson

Covariance Analysis: Ordinary
 Date: 05/12/15 Time: 07:39
 Sample (adjusted): 1970 2005
 Included observations: 8 after adjustments
 Balanced sample (listwise missing value deletion)

		Correlation	t-Statistic	Probability	Observ.
DP	DP	1.000000	-----	-----	8
NEP	DP	0.810850	3.393691	0.0146	8
NEP	NEP	1.000000	-----	-----	8

Covariance Analysis: Ordinary
 Date: 05/12/15 Time: 07:40
 Sample (adjusted): 1970 2005
 Included observations: 8 after adjustments
 Balanced sample (listwise missing value deletion)

		Correlation	t-Statistic	Probability	Observ.
DP	DP	1.000000	-----	-----	8
NES	DP	0.841304	3.812265	0.0088	8
NES	NES	1.000000	-----	-----	8

Covariance Analysis: Ordinary
 Date: 05/12/15 Time: 07:42
 Sample (adjusted): 1970 2005
 Included observations: 8 after adjustments
 Balanced sample (listwise missing value deletion)

		Correlation	t-Statistic	Probability	Observ.
DP	DP	1.000000	-----	-----	8
NET	DP	0.849835	3.949661	0.0075	8
NET	NET	1.000000	-----	-----	8

Test de causalité de Granger

Pairwise Granger Causality Tests

Date: 05/02/15 Time: 17:14

Sample: 1970 2010

Lags: 2

NullHypothesis:	Obs	F-Statistic	Prob.
NEP does not Granger Cause DP	6	31.0897	0.1258
DP does not Granger Cause NEP		2.68254	0.3964
NES does not Granger Cause DP	6	13.9456	0.1860
DP does not Granger Cause NES		1.23780	0.5364
NET does not Granger Cause DP	6	22779.0	0.0047
DP does not Granger Cause NET		1.64284	0.4830
NES does not Granger Cause NEP	6	0.10177	0.9115
NEP does not Granger Cause NES		3.78725	0.3415
NET does not Granger Cause NEP	6	1.74676	0.4717
NEP does not Granger Cause NET		16.3311	0.1724
NET does not Granger Cause NES	6	0.00422	0.9958
NES does not Granger Cause NET		3.53728	0.3519

Analyse de la covariance

Covariance Analysis: Ordinary

Date: 05/03/15 Time: 19:44

Sample (adjusted): 1970 2005

Included observations: 8 after adjustments

Balanced sample (listwise missing value deletion)

Covariance

Correlation

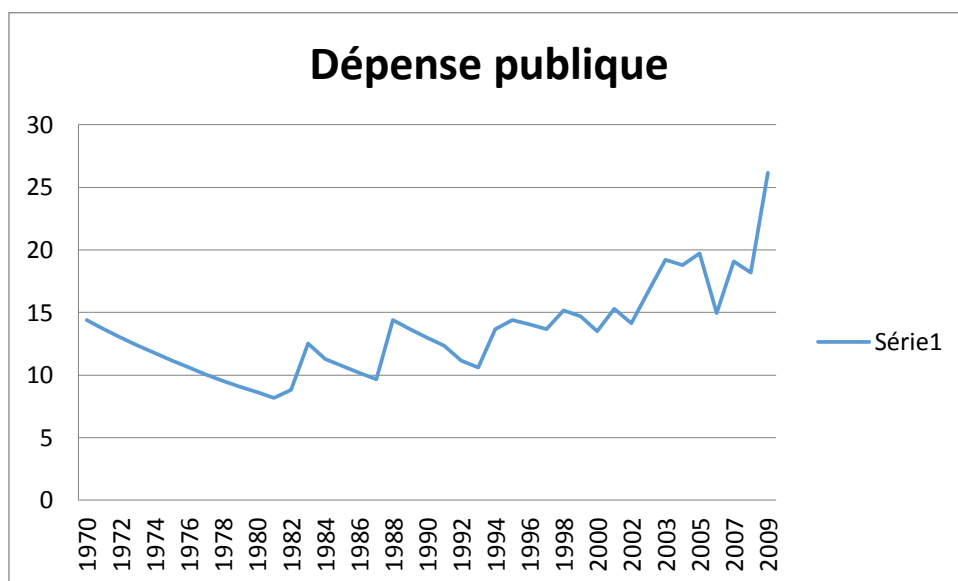
t-Statistic

Probability	DP	NEP	NES	NET
DP	400.2557			
	1.000000			

NEP	85.47282	27.76113		
	0.810850	1.000000		
	3.393691	-----		
	0.0146	-----		
NES	64.65142	20.18353	14.75409	
	0.841304	0.997292	1.000000	
	3.812265	33.21475	-----	
	0.0088	0.0000	-----	
NET	4.238563	1.303669	0.951378	0.062148
	0.849835	0.992507	0.993532	1.000000
	3.949661	19.89684	21.43162	-----
	0.0075	0.0000	0.0000	-----

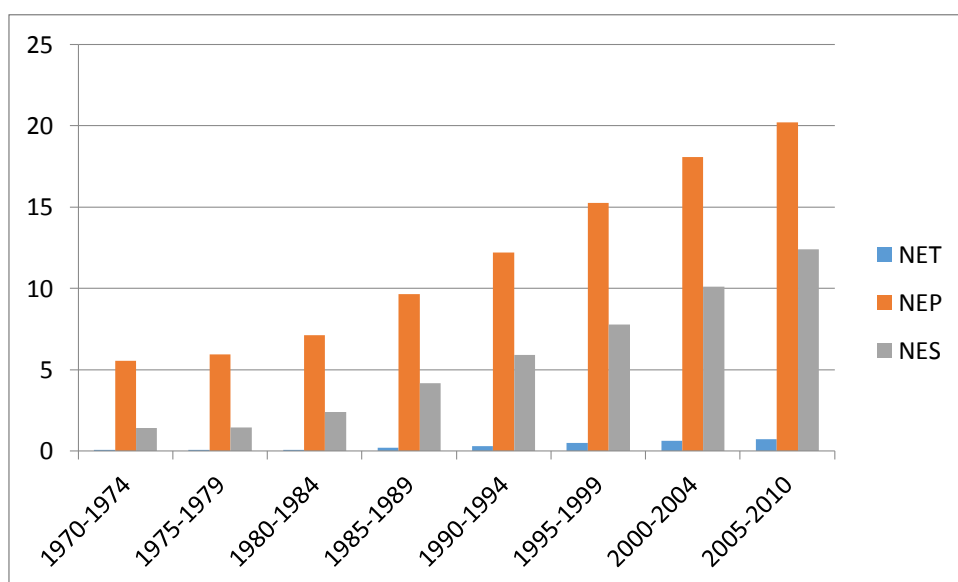
ANNEXE 2

Graphique : Evolution des dépenses publique



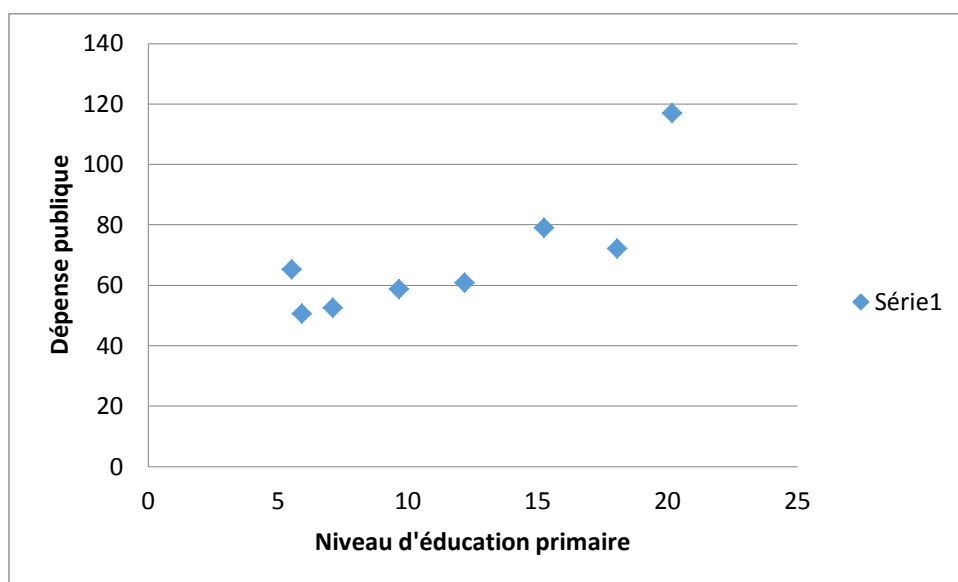
Source : Réalisé par les auteurs à partir des données de la Banque Mondiale EXCEL

Graphique : Evolution du niveau d'éducation par secteur



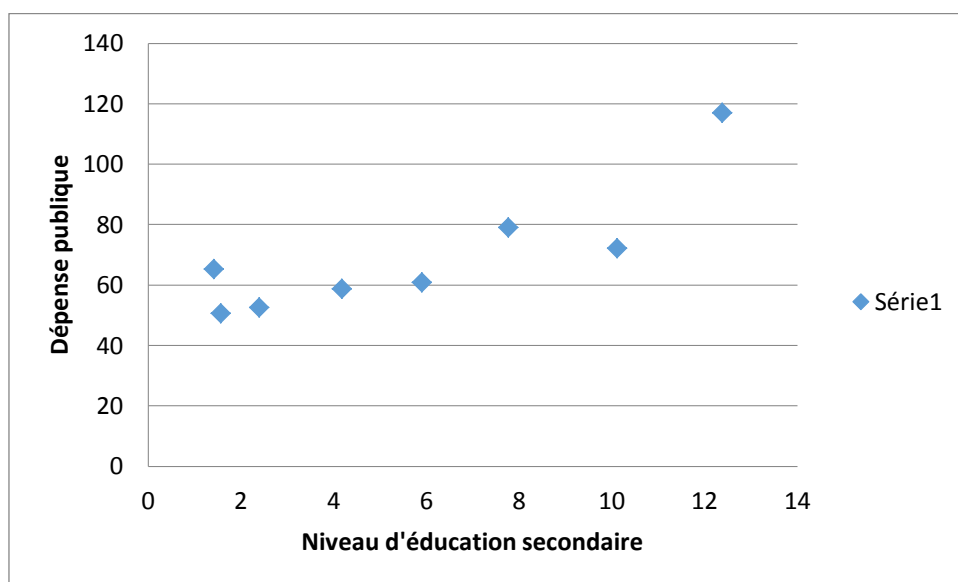
Source : Réalisé par les auteurs à partir des données de la Banque Mondiale EXCEL

Graphique : Nuage de point des dépenses publique et le niveau d'éducation primaire



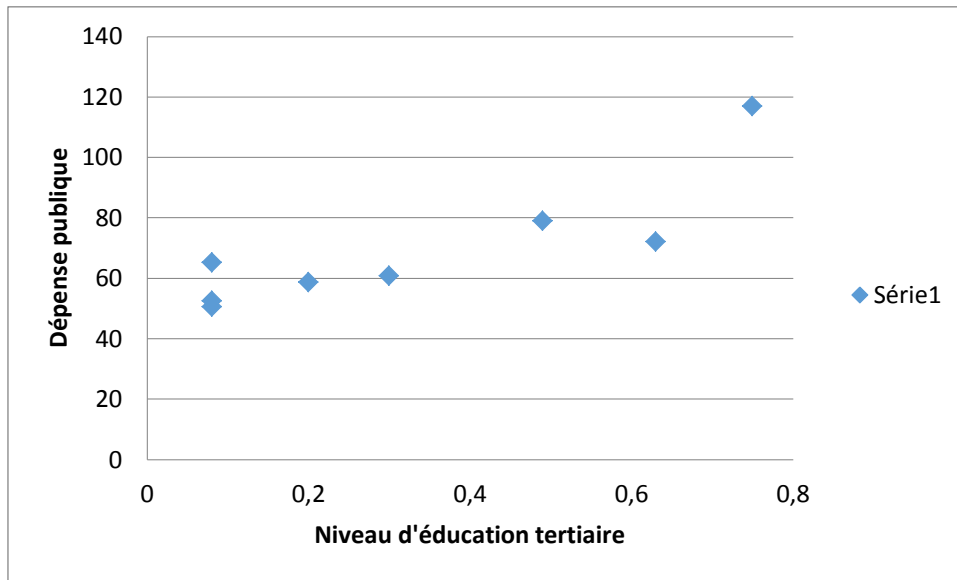
Source : Réalisé par les auteurs à partir d'indice construit sur données de la Banque Mondiale

Graphique : Nuage de point des dépenses publique et le niveau d'éducation secondaire



Source : Réalisé par les auteurs à partir des données de la Banque Mondiale sur EXCEL

Graphique : Nuage de point des dépenses publique et le niveau d'éducation tertiaire



Source : Réalisé par les auteurs à partir des données de la Banque Mondiale sur EXCEL

BIBLIOGRAPHIE

- AGULHON, C. (1994) : L'enseignement professionnel quel avenir pour les jeunes ? Paris les Edition de l'Atelier.
- AFDET (1993). Un nouveau regard sur l'enseignement technique et professionnel. Paris AFDET.
- BARRO J. (1991): «Economic growth in a cross-section of countries », Quaterly
- BARRO R. J. (2000) : «Inequality and growth in a panel of countries » ; Journal of political
- BOUYX, B. (1997). L'enseignement technique et professionnel. Paris la documentation française.
- BROWNM. & MEYER, J-B. (2002).Le développement des compétences et du marché du travail dans la nouvelle Afrique du Sud. Formation emploi.
- BUECHTEMANN, C. (1998). L'enseignement professionnel et la formation technique en tant qu'investissement et mobilisation des ressources humaines et financières. Formation, Emploi.
- CUDY, N, & LENEY, T. (2005). La formation et l'enseignement professionnel au Royaume Uni brève description Luxembourg EUROPE, Cedefop panorama.
- DOUCOURET.F. (2007), «Méthode Econométrique : cours et travaux et pratique »
- FRANÇOIS, P. (1990), «Dictionnaire Economique et Sociale » Hatier
- GREGORY, N. M, (2010), «Macroéconomie »Collection de Boeck, traduction du 7^{ème} édition Américaine par Jihad C, EL Naboulsi.
- Gary Becker, Human Capital, A Theoretical and Empirical Analysis, with special Reference to Education.
- ROBERT, SOLOW. (1956) «A contribution of the theory Economic Growth, Quartely Journal of Economic, 1956 »
- MANKIW et al. (1992) «A Contribution to the Empiric of Economic Growth N. Gregory »
- Tanguy L. (1989). «Histoire et sociologie de l'enseignement technique et professionnel en France : Un siècle, en perspective. Revue française de pédagogie »
- Barro-Lee Dataset (2014)
- Average years of schooling; Educational attainment among age groups and genders; population's distributions
- Banque Mondiale : [htt:// datatopics.worldbank.org/ Education/ wData query/ QProjections.aspx](http://datatopics.worldbank.org/Education/wDataQuery/QProjections.aspx)

Annuaire Statistique du MEF sur les stratégies des croissances pour la Réduction de la Pauvreté 2011-2015

G. A. Soglo «La performance de l'enseignement supérieur au Bénin depuis 1980-2010 »

Site internet sur toutes expressions ou thèmes relatifs à l'éducation ou à l'enseignement professionnel.